

Bulletin du FMI

CRISE ÉCONOMIQUE MONDIALE

Il faut remettre le secteur bancaire sur pied pour relancer l'économie, déclare le Directeur général du FMI

Le Bulletin du FMI en ligne
26 janvier 2009

- La relance économique passe par une réforme du secteur bancaire
- Les crises bancaires antérieures ont enseigné au FMI que les pertes doivent être totalement reconnues
- Selon M. Strauss-Kahn, le retour à la confiance demeure compromis par le secteur bancaire

Les mesures de relance ne peuvent à elles seules tirer la planète de la dépression actuelle, et d'autres interventions s'imposent pour remédier aux causes fondamentales de la crise, dans le secteur bancaire notamment, a déclaré le Directeur général du FMI, M. Dominique Strauss-Kahn.

« Sans restructuration du système bancaire, tout l'argent investi dans la relance [monétaire et budgétaire] disparaîtra dans un trou noir », a déclaré M. Strauss-Kahn lors d'une conférence à l'Université de Georgetown, à Washington.

La restructuration du secteur bancaire suppose la reconnaissance de toutes les pertes, l'isolement des actifs de mauvaise qualité, de préférence par l'intermédiaire d'une institution publique en mesure de les reprendre, et le délestage du secteur, « ce qui signifie qu'il doit resserrer ses activités, et en supprimer certaines ». Pour cela, une intervention énergique des pouvoirs publics s'impose.

Si la recapitalisation des banques et la reconnaissance des pertes ont fait couler beaucoup d'encre, les mesures prises à ce stade sont insuffisantes, et la situation du secteur continue de fragiliser la confiance, a-t-il déclaré à la conférence organisée par le *Financial Times* et l'Université de Georgetown le 26 janvier. Participaient également à cette conférence M. Roger Altman, Président de Evercore Partners et ancien Secrétaire-adjoint au Trésor des États-Unis, et M. William Gale, Directeur des études économiques à la Brookings Institution.

Confirmant les propos du Directeur général, M. Gale a déclaré : « Nous devons remédier à la situation du secteur financier. La récession actuelle n'est pas une récession classique, mais une récession très profonde, très longue, dont il sera extrêmement difficile de sortir. » .

L'expansion de la crise

M. Strauss-Kahn, ancien Ministre des finances de la France nommé à la direction du FMI en novembre 2007, a précisé que le monde est confronté à [une crise économique qui va s'aggraver](#), le ralentissement des économies avancées atteignant maintenant les grands marchés émergents tels que la Chine, l'Inde et le Brésil.

Un problème politique

M. Strauss-Kahn a convenu que de nouvelles aides publiques à la restructuration du secteur bancaire risquent d'être mal accueillies sur le plan politique. « Or, un dollar consacré aujourd'hui à cette restructuration est bien plus utile à la relance que le même dollar investi dans des ponts, des hôpitaux, etc. ».

En effet, les turbulences dans le secteur bancaire continuent d'ébranler l'économie réelle. « La crise a pour origine les relations entre le secteur financier et l'économie réelle, dont l'interaction est aujourd'hui très négative. »

La relance budgétaire, ainsi que les mesures monétaires telles que des taux d'intérêt très bas, ne suffiront pas si les problèmes du secteur bancaire ne sont pas réglés. C'est seulement quand ces problèmes seront résolus que la confiance pourra revenir, ouvrant la voie à la reprise. « Tant que la confiance ne revient pas, vous pouvez mettre tout l'argent que vous voulez dans l'économie, la reprise ne suit pas ».

Éliminer les actifs toxiques

Le FMI a suivi 122 crises bancaires, a déclaré M. Strauss-Kahn aux étudiants. « Or, une constante se dégage : c'est seulement quand toutes les pertes ont été reconnues - pas seulement celles du secteur immobilier, mais aussi celles résultant du ralentissement de l'économie -, quand toutes les banques ont été assainies, que l'on peut commencer à entrevoir la reprise. »

Le Directeur général a évoqué la [Suède](#), qui offre un bon exemple de gestion d'une crise bancaire. Dans les années 90, les autorités suédoises ont créé une société publique spécifiquement chargée de reprendre les actifs toxiques et de les retirer du système bancaire. Par la suite, une fois le système remis sur pied, ces actifs ont été vendus, et la société a pu récupérer une partie de l'argent public.

M. Strauss-Kahn a estimé que la reprise des actifs de mauvaise qualité par une société publique constituait probablement la meilleure solution, mais qu'une autre consistait à isoler ces actifs dans une banque.

Dans le même ordre d'idées, M. Altman a précisé qu'il préférerait aussi revenir à l'objectif original du programme d'aide lancé par les États-Unis en octobre 2008, et connu sous le nom de Troubled Asset Relief Program ([TARP](#)). Sa vocation initiale était de permettre à l'État d'acheter ou de garantir des actifs « en difficulté » à hauteur de 700 milliards de dollars, mais il a été ultérieurement modifié de manière à autoriser les injections de capitaux dans le système bancaire et d'autres formes d'aide.

« Nous devrions isoler une bonne part de ces actifs toxiques, en confier l'administration à une société publique spéciale, qui pourrait ultérieurement les vendre », a-t-il déclaré. Il a toutefois reconnu que le TARP n'a pas fait beaucoup d'adeptes. « Sa gestion politique est donc délicate, et va gagner en difficulté ». Il faudrait cependant plus d'argent pour assainir le système.

M. Strauss-Kahn a souligné que le TARP est un programme américain, mais que la crise est mondiale et appelle donc des solutions mondiales. La coopération avec d'autres pays est indispensable à une coordination planétaire. De nouveaux efforts doivent être déployés pour que se concrétisent les promesses des dirigeants du Groupe des Vingt (G-20), qui se sont réunis à Washington en novembre dernier pour trouver une réponse à la crise.

La monnaie chinoise

M. Strauss-Kahn, à qui l'on demandait s'il jugeait la monnaie chinoise toujours sous-évaluée, a indiqué que le FMI avait clairement exprimé son avis à ce sujet, et rappelé à plusieurs reprises que le renminbi devait s'apprécier. Cela dit, en pleine crise, le monde a besoin de la croissance chinoise. La question est de savoir comment amener la Chine à modifier sa politique, et non de la critiquer.

Le Directeur général a précisé que la devise chinoise demeure sensiblement sous-évaluée dans une perspective à moyen terme, et que la Chine reconnaît avoir tout intérêt à réorienter sa politique d'une croissance tirée par les exportations à une croissance tirée par la demande intérieure. Les autorités de Beijing sont conscientes qu'un rééquilibrage de l'économie et un changement de politique s'imposent. Mais ce genre d'opération ne s'improvise pas.

Les commentaires sur cet article sont à envoyer à imfsurvey@imf.org

Traduction d'un article paru dans le *Bulletin du FMI* sur www.imf.org/imfsurvey